Éditorial : Gräben statt Gräber?

Autor(en): **Alliaume, Philippe**

Objekttyp: **Preface**

Zeitschrift: **Suisse magazine = Swiss magazine**

Band (Jahr): **- (2013)**

Heft 281-282

PDF erstellt am: **20.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

1846a

ÉDITORIAL

Gräben statt Gräber[1] ?

Eh oui ! Encore le secret bancaire ! pour vous informer de la toute récente étape, celle de la mise en place d'une stratégie de l'argent propre basée sur une autorégulation par les banques et non sur l'autodéclaration fiscale obligatoire et systématique par le client qui était réclamée par certains milieux, mais surtout pour essayer d'en décoder les tendances sous-jacentes en Suisse.

Relevons d'abord que les banques elles-mêmes sont très loin de représenter le front uni qu'on aime à décrire. Les très grandes, notamment l'UBS et le Crédit Suisse, à la fois empêtrées dans les conséquences de leurs dérapages aux États-Unis et aussi en France, considérant depuis longtemps que le centre de leurs intérêts n'est plus ni la Suisse ni même en Suisse, et avides de se positionner sur les juteux marchés européens et nord-américains sont devenues les meilleures alliées des pays qui tentent de faire plier la Suisse. Les banques moyennes, dont le marché est de faire de la banque de détail plutôt que de se lancer dans d'énormes opérations spéculatives qui finissent régulièrement par de retentissantes fraudes ou des pertes qui se chiffrent en milliards, ont un comportement plus pragmatique et savent appliquer un vieux principe bancaire, l'indispensable « KYC », qui rappelle que quand on fait l'effort de bien connaître son client on évite de faire des bêtises. Ce Bankkundengeheimnisgraben devient progressivement une ligne de fracture intérieure à la Suisse, et se traduit notamment par une perte de confiance des citoyens envers leurs deux grandes banques

Ces dernières sous-estiment l'ampleur et les conséquences à terme de leurs lâchages.
Fracture politique aussi, vu la mollesse du gouvernement à se défendre contre des attaques dont la bonne foi n'est pas forcément la ligne principale, comme le montre notamment un rapport interne du Sénat français qui suite à une visite officielle dont nous vous avions parlé ici même concluait « La classe politique suisse est relativement fragile : lorsqu'on passe à l'offensive, elle a tendance à accorder des concessions. Il faut donc continuer à mettre la pression sur ce territoire ». Imaginez le boulevard offert à notre ministre des Finances grisonne qui rencontre le président français juste au moment où un journaliste sortait une belle histoire de compte UBS touchant de près l'un des généraux de Bercy, certes présumé innocent, notamment par lui-même, mais peu pressé de rédiger le courrier de quatre lignes qui permettrait d'établir la vérité. Affaire sortie par un redoutable journaliste qui s'était déjà illustré face à de nombreux démentis fermes et définitifs au sommet de l'État français sur une affaire de plongeurs pas si suisses que leurs faux-passeports voulaient bien le faire croire et pour l'un d'entre eux authentique frère d'une future candidate à la présidentielle. Il faut bien reconnaître qu'actuellement il n'y a guère en Suisse que l'UDC par la voix de l'avocat Yves Nidegger, qui appelle à un sursaut national pour qu'il soit mis fin à ce qu'elle considère comme une coupable naïveté de nos autorités.

Pendant ce temps-là, le moral du peuple suisse redresse la tête, 86 % des Suisses se déclarant auprès de GfS pour Crédit Suisse (!) fiers de leur pays et citant sa neutralité, son indépendance et sa démocratie directe ainsi que le système d'éducation, le pacifisme, l'ordre et la propreté pour justifier leur attachement. De quoi peut-être rappeler aux autorités que le temps n'est pas venu d'enterrer discrètement les particularismes suisses pour s'économiser le travail de les défendre sur la scène internationale.

Voilà une partie de ce que nous vous souhaitons, afin que vous passiez une excellente année 2013, avec des voeux spéciaux pour M. Joseph, qui a pris sa retraite après tant d'années d'efficace bénévolat consulaire à Lille.

P Alliaume

Philippe ALLIAUME
Rédacteur en chef
redaction@suissemagazine.com

[1] Litt. : Des fossés plutôt que des tombes. Barrière de rösti plutôt qu'enterrement des particularismes.